

12 mai 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

PRISE DE PAROLE DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON DEPUIS L'ENTREPRISE ALUMINIUM DUNKERQUE.

Merci pour votre accueil.

Messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Messieurs les maires,
Monsieur le président du Conseil régional,
Monsieur le président du Conseil départemental,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très content d'être parmi vous aujourd'hui et d'être en particulier aujourd'hui à Dunkerque, trois jours avant Choose France qu'on va accueillir à Versailles pour la sixième édition. Et c'est vrai qu'on vient beaucoup dans la région pour les Choose France et en particulier à Dunkerque, et les collègues d'AstraZeneca s'en souviennent quand on avait eu de bonnes annonces.

Alors d'abord, je suis heureux d'être dans votre usine et je veux saluer l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs d'Aluminium Dunkerque qui sont là parce que les mois passés ont été difficiles et le choc qu'on a subi, en particulier lié au prix de l'énergie, a quand même mis en péril à un moment donné la production. Vous avez tenu.

La France a fait le choix d'aider et on l'assume totalement. Mais c'est vrai que quand on entend parfois et de manière abstraite qu'on aide les entreprises, c'est pour préserver l'outil de travail dans les moments difficiles, ce qu'on a fait, et donc il y a eu une aide d'urgence du Gouvernement, -et je le remercie pour le redémarrage-, et vous êtes quasiment repartis à la normale. Et puis, il se trouve qu'on est dans un site dont on parlait aussi il y a quelques mois ensemble à l'Élysée et qui est emblématique de la stratégie que j'essayais d'expliquer hier, que je présentais aux Français.

Cette accélération de la réindustrialisation et de la réindustrialisation verte, parce que vous êtes dans un site qui consomme beaucoup, qui émet du CO2 et qui s'est engagé sur une démarche de décarbonation et donc qui est au cœur de ce projet des 50 grands sites industriels français qu'on va décarboner, c'est plusieurs milliards d'investissements. Et vous êtes engagés dans de l'innovation, dans du changement de pratiques et je vous en remercie, c'est très important.

Ce qui montre qu'au fond, quand on résiste, quand on croit dans l'avenir et qu'on innove, il n'y a aucune fatalité. On peut réindustrialiser dans le pays et on peut le faire de manière décarbonée, respectueuse de la biodiversité et en créant des bons emplois. C'est exactement la stratégie qu'on cherche à porter.

Alors, cet écosystème de Dunkerque est emblématique de cela et je salue toutes celles et ceux qui sont là : les ASCO et les ArcelorMittal qui sont présents, Astra Zeneca qui est là. Et donc, il y a tout un écosystème industriel qui a su résister en temps de crise. Vous êtes d'ailleurs vous aussi engagés sur la décarbonation dans la même logique. Il y a un écosystème qui est lié aussi au grand port maritime et je veux vraiment saluer l'ensemble de ses équipes, directeurs, mais l'ensemble aussi des dockers, des salariés, parce qu'il y a à la fois une infrastructure exemplaire sur laquelle on investit, qui va embaucher dans les prochaines années et qui est porteuse d'un dialogue social exemplaire et extrêmement pacifié. Je remercie les représentants syndicaux présents pour la qualité du dialogue social qui fait aussi que la place de Dunkerque est restée extraordinairement attractive et est un hub, si je puis dire, d'attractivité.

Le choix qu'on a fait d'investir dans l'énergie décarbonée, les deux EPR à Gravelines, ce qui va renforcer encore cette attraction. Et puis, toute cette stratégie électrique qu'on a déployée ces dernières années en France, dans les Hauts de France, notre cher Nord-Pas-de-Calais, pour les anciens comme moi, est emblématique. On a ici, des Toyota, des Renault, des Stellantis, qui se sont mis sur l'électrique. De ce qu'on a réussi à développer ensemble avec Envision à Douai, Verkor que je salue aussi, à Dunkerque, ACC pour nos amis du Pas-de-Calais. Il y a toute une vallée des batteries et une stratégie du véhicule électrique et de l'électrification de nos pratiques qui va avec la décarbonation.

Dunkerque et plus largement ce qu'on fait à Dunkerque, à Douai, jusqu'à d'autres sites du Pas-de-Calais, c'est exactement cette stratégie qu'on décline sur d'autres bassins d'emplois. Je pourrais vous citer l'Occitanie ou la région lyonnaise ou autre qui est on remet le turbo, on réindustrialise, mais on ne fait pas de l'industrie d'hier, pas de nostalgie. On fait une industrie qui est de très grande qualité, très décarbonée, ce qui suppose d'investir plus et d'avoir cette relation de confiance public privé.

Le résultat de cette politique pour Dunkerque, il est simple et quelques chiffres en parlent, Patrice va être content, c'est le fruit de cette mobilisation collective et c'est la collectivité, l'ensemble du collectif, ce sont les femmes et les hommes que vous êtes. Ce sont l'ensemble des métiers, des forces vives, des forces économiques du bassin d'emploi et de la région. Ce sont vos élus, la communauté urbaine, les maires, vos parlementaires, le département. Je salue le Président qui est là aussi avec nous et c'est la région qui investit beaucoup. Mais cette équipe avec l'Etat, ce sont des résultats très simples.

À Dunkerque, entre 2000 et 2020, on avait détruit 6 000 emplois industriels. On a d'ores et déjà signé sur la période 2022-2030, la création de 16 000 emplois industriels. Donc ce n'est pas simplement qu'on répare la désindustrialisation subie, c'est que d'ici à la fin de la décennie on aura plus industrialisé le bassin d'emploi que ce qu'il y avait avant le décrochage des années 2000. C'est emblématique de ce qu'on est en train de faire à l'échelle du pays. Je citais hier un chiffre très simple : on a désindustrialisé massivement depuis le début des années, depuis le milieu des années 70. Ça s'est accéléré après la crise financière. En France, on a vu 600 usines disparaître entre 2008 et 2016. Depuis 2017, on en a recréé 300 net. A la fin de 2027, on aura effacé la destruction liée à la crise financière et après. On repart à marche forcée avec une stratégie. Et cette stratégie, elle est simple : c'est la compétitivité, l'innovation, les territoires et l'Europe.

La compétitivité, c'est au fond toutes les réformes qui ne sont pas très populaires, mais il faut les faire. Et je le dis, et c'est pour ça que je les défends. Je tiens le même langage un peu partout, mais au fond pourquoi on n'arrivait pas à industrialiser ? Parce qu'on déplorait des conséquences dont on chérissait les causes. C'est-à-dire qu'on disait « on veut réindustrialiser » mais on ne voulait jamais faire les réformes qui vont avec. Or on avait un des droits du travail les plus incertains et les plus compliqués d'Europe. On a fait les changements sur le droit du travail en 2017 avec nos fameuses ordonnances Travail. C'est plus simple, ça marche, on crée plus d'emplois. Le travail était trop cher, on a baissé les cotisations, on a aussi baissé les impôts des salariés, on a supprimé la taxe d'habitation, l'IR, etc. 4 milliards.

On a baissé le coût du capital, on a baissé l'impôt sur les sociétés et puis on a fait cette fameuse flat tax. Alors on m'a dit « vous faites des cadeaux aux riches. » Non, on a fait des cadeaux aux investisseurs puisque les gens qui investissent payent beaucoup moins d'impôts. Bilan des courses, ils investissent beaucoup plus et le résultat est clair : ça fait quatre ans que la France est le pays le plus attractif d'Europe.

On a investi sur les compétences : un plan d'investissement des compétences avec les régions, de manière inédite ; la réforme de l'apprentissage, on est passé de 250 000 apprentis par an à plus de 800 000, et on va arriver à 1 million. On a fait un ensemble, si vous voulez, de réformes pour être plus compétitifs. Et d'ailleurs notre réforme des retraites, qui est si impopulaire, vous l'avez compris que j'assume, elle va dans cet ensemble. C'est que si on veut être compétitif, on doit travailler un peu plus.

Quand on regarde la France, on travaille moins que les copains en Europe. C'est simple, vous prenez le produit intérieur brut par habitant entre l'Allemagne et la France, il y a 10 points d'écart. C'est lié à quoi ? Au fait qu'on n'a plus désindustrialisé et qu'on rentre plus tard dans le marché du travail, on en sort plus tôt et on a moins d'heures travaillées par an. On a créé des souplesses et puis on fait un peu d'effort collectif pour travailler plus tard et on va aider les jeunes à rentrer plus tôt. Si on ne fait pas tout ça, on ne pourra pas réindustrialiser. On est en train collectivement de le faire.

A côté de ça, on a investi massivement dans les Territoires d'industrie, -Dunkerque en fait partie-, 149 sur la France entière, ce qui nous a permis de créer des emplois industriels dans toute la France. Dès la sortie du Covid, on a fait France Relance, plusieurs milliards et surtout plusieurs dizaines de milliers d'emplois industriels recréés. On a fait 90 000 emplois industriels recréés en sortie de crise. Et puis maintenant, France 2030 pour se projeter sur les nouveaux métiers qui vont de la pharma à l'électrification des pratiques etc. Beaucoup de métiers qui touchent absolument tout ce que vous avez ; et donc, on a territorialisé cette politique et on a joué avec les villes, avec les régions, pour investir massivement. Et des startups aux grands groupes internationaux, en mettre partout. Je dis des choses très simples. Choose France, c'est la sixième édition, on va passer les 10 milliards d'investissements lundi. 75 %, ce sont dans des villes moyennes de province.

Et puis enfin l'Europe : on a boosté la politique industrielle européenne. On a lancé des grandes politiques d'investissements, 50 milliards. On en a, nous, beaucoup profité, dans les semi-conducteurs par exemple, du côté de Grenoble, dont on a besoin pour fabriquer vos voitures. On le sait bien, vous ne pouvez pas sortir une voiture de vos sites, qu'il s'agisse de Valenciennes, qu'il s'agisse de Douai ou d'ailleurs. Il faut des semi-

conducteurs. Donc, on s'est mis en situation d'en produire plus. On va doubler les capacités et on a ainsi mobilisé l'Europe sur l'hydrogène, sur le semi-conducteur pour nous donner des financements et pour booster les choses. On a bâti une politique industrielle pour être compétitif par rapport à la Chine et aux États-Unis d'Amérique. Les résultats que je vous donne sur Dunkerque et sur la France entière, ils ne sont pas le fruit du hasard, ils sont le fruit de notre mobilisation collective. Et ici, vous l'avez tout particulièrement bien décliné parce qu'il y avait un bon terrain de départ, un port, je le disais, qui marche bien, de l'énergie. On a bien préparé les friches industrielles, on a bien su les faire pivoter et il y a eu une très bonne dynamique collective et de coopération entre les acteurs.

C'est ce qui fait et c'est, au-delà du constat, des félicitations, pour le passé, la deuxième raison de ma présence. C'est qu'on va aller plus loin et plus fort. Hier, je disais qu'on allait accélérer et j'ai donné la stratégie pour le pays. La première illustration sur le terrain, je voulais la donner à Dunkerque parce qu'on a de très grandes annonces à faire aujourd'hui parmi vous, qui sont le fruit du travail de toutes les équipes et surtout de partenaires qui tiennent leur parole et nous font confiance. Et puis, si j'ose dire, le fruit de votre travail collectif parce que c'est par votre capacité à donner ce visage, cette image ; à avoir ces résultats ; qu'on arrive à attirer d'autres investisseurs. C'est donc pour ça que je voulais le faire parmi vous en vous en remerciant.

La première bonne nouvelle, la plus importante, la plus grosse, c'est ProLogium. Le CEO est là, Monsieur YANG, et je veux vous remercier, on peut l'applaudir. On se retrouvera après au bâtiment de la communauté urbaine. ProLogium est un très grand groupe asiatique avec des investisseurs de toute la région, basé à Taïwan, et il fait donc des gigafactories de batteries. Voilà Monsieur YANG avec Monsieur NORMAND qui est le français de l'équipe : ils ont fait un boulot formidable. Il y a un an, j'étais à ses côtés à Versailles, il me montrait sa technique de batterie très innovante et il a pris l'engagement, vous avez pris l'engagement à ses côtés, de regarder la France. Il y a eu un an de travail et nous voilà : ProLogium annonce 5 milliards 200 millions d'euros d'investissements sur Dunkerque, ce qui va permettre de créer une immense usine de batterie électrique et 3 000 emplois. 3 000 emplois.

Ça, c'est le fruit d'un travail collectif. Il y a déjà eu des signatures avec plusieurs acteurs : Renault, Mercedes, ACC. C'est aussi un travail avec, si je puis dire, des entreprises, pour certaines qui sont déjà installées dans la région.

Par ailleurs, on vient de signer ce qui est complémentaire avec une joint-venture qui est faite entre XTC, un autre groupe asiatique et Orano, un deuxième investissement, cette fois-ci pour de la production de matériaux de cathode pour les batteries lithium. Et donc, XTC Orano, c'est une joint-venture entre un acteur chinois que j'ai vu il y a quelques semaines à Canton. Quand vous me voyez parfois aller au bout du monde, c'est pour défendre les couleurs ; et j'étais avec eux. On a mis le paquet ces dernières semaines. Ils signent un accord. Ce sera 1 milliard 500 million d'euros d'investissements encore à Dunkerque pour 1 700 emplois juste à côté — vous êtes bien renseignés — et donc en plus, c'est très complémentaire parce qu'ils produisent de l'amont et ils vont nous permettre de sécuriser dans la chaîne de valeur, l'amont de la production pour les batteries lithium.

Ces deux annonces, vous le voyez, s'ajoutent aux 16 000 emplois. On avait déjà quasiment 5 000 de plus. Ce qui veut dire que très largement, avant la fin de la décennie, on aura 20 000 emplois industriels nouveaux sur le bassin d'emplois de Dunkerque grâce à ces deux annonces du jour et à cette mobilisation de toute l'équipe. Donc ça, vous pouvez en être fiers. J'en suis en tout cas très fier. C'est un immense travail et je veux remercier évidemment les investisseurs et toutes les équipes qui ont négocié et remercié les collectivités. Et donc, vous le voyez, tout ça est source d'espoir et on va continuer de le faire.

On va se donner les moyens en allant plus vite et plus fort, en continuant de baisser nos impôts de production ; la CVAE qui pèse beaucoup sur les industriels. En continuant d'avoir une stratégie de start-up. Parfois j'ai entendu les discours qui disaient : ce Président-là, il ne croit que dans les start-ups, pas dans l'industrie. Non, il faut bien comprendre le monde d'aujourd'hui. Et d'ailleurs, vous l'avez démontré ici à Dunkerque, les start-ups sont industrielles. Verkor, c'est quoi ? C'est une start-up de la deep tech. Elle est industrielle. Et Verkor, ici, développe des milliers d'emplois industriels et va en développer. Les start-ups travaillent avec des grands groupes et aident à les moderniser. Et donc on va continuer de développer cela et de créer des emplois.

Et puis, on va maintenant, si je puis dire, mettre le paquet et aller beaucoup plus loin sur les compétences et la formation qui est la mère des batailles. Et j'ai besoin de vous tous. Pourquoi ? Parce que derrière, il va falloir recruter. Or, on a encore du chômage dans notre pays, même si on a beaucoup baissé. On a créé 1 million 700 000 emplois ces cinq dernières années. On a encore trop de chômage. On n'est pas au plein emploi. On a des jeunes qui ont envie de se former. Il faut leur donner le goût des métiers industriels. Je vais donc avoir besoin de vous pour la réforme de l'orientation qu'on va systématiser dès la rentrée en classe de cinquième, la journée avenir orientation. Il faut que les métiers d'avenir de l'industrie, que nos consulaires qui sont ici présents y compris, que nos artisans et nos industriels aillent dans les classes pour expliquer les métiers. Avec vous tous, avec les syndicats, les organisations patronales et l'ensemble les employeurs et les employés.

Deux, la réforme du lycée professionnel. C'est une petite révolution mais c'est 600 000 jeunes par an. On va devoir adapter la carte des formations, être beaucoup plus efficaces pour lutter contre le décrochage et démultiplier l'effort pour améliorer l'insertion. Aujourd'hui, un tiers de nos jeunes qui rentrent en lycée pro décrochent. Simplement 40 % des jeunes qui sont en lycée pro vont avoir un emploi à terme. Parce qu'on ne met pas assez le paquet pour lutter contre le décrochage et on a des formations qui ne correspondent plus aux besoins. On va d'ici la fin de l'année changer les cartes. J'ai besoin de vous tous pour qu'on n'y arrive.

Et puis, c'est la reconversion tout au long de la vie. On a un très grand travail qui a été fait ici, au niveau du département, avec toutes les collectivités, pour justement, et c'est au cœur de cette réforme France Travail, aller chercher les bénéficiaires du RSA et mieux les accompagner pour revenir vers des emplois. On va devoir mettre de la formation pour des chômeurs de longue durée, des personnes qui sont très loin de l'emploi pour les faire revenir vers des métiers concrets ; que ce soit des emplois industriels ou des emplois de service qui y sont liés. Sur cette bataille pour les compétences et la formation, on va mettre le paquet. Puis, si on veut continuer à réussir, à attirer d'autres ProLogium, d'autres XTC et faire ce qu'on leur a dit, on va devoir aller plus vite et plus fort.

J'ai été interpellé par votre sénatrice tout à l'heure sur ce sujet et je veux dire ici qu'au fond, je finirai là-dessus, ce qu'on va faire, au-delà de ces annonces, c'est accélérer avec ce projet de loi industrie verte qu'on lance. Qu'est-ce qui va nous permettre de faire ? D'aller beaucoup plus vite sur les projets.

Au-delà, tout ce que j'ai dit quel est notre ennemi ? On est trop lents. Quand on décide d'un investissement, si on met un an et demi, deux ans à faire les procédures, ça décourage tout le monde et ça augmente les coûts. On va passer un texte et je compte sur les parlementaires de toutes sensibilités pour nous y aider, vous avez compris mon clin d'œil à la responsabilité. On va passer un texte pour aller beaucoup plus vite et garantir un projet : on donne toutes les autorisations en neuf mois. On peut le faire. Ça veut dire juste que l'État, les collectivités, tout le monde, tous les ministères, font leur travail en parallèle au lieu de faire bout à bout. Et on a une équipe projet qui s'occupe de tout régler.

Un, la garantie en neuf mois et pour les grands projets d'intérêt national, même en moins de temps. Deux, vous entendez parler, on dit : « on ne veut plus artificialiser les sols, mais on veut ouvrir des usines ». On peut le faire. Pourquoi ? Parce que si on arrivait à nos objectifs pour réindustrialiser le pays, il nous faudrait 20, 25 hectares France entière. Nous avons entre 90 000 et 150 000 hectares de friches. Qu'est-ce qu'on doit faire ? Et vous avez très bien fait ça dans le Dunkerquois. C'est planifier la revitalisation et la requalification de nos friches industrielles. Partout où on a des friches, n'attendons pas les projets. On va investir pour dire : « on requalifie, et clés en main, on les donne aux investisseurs ». Et donc, on va mettre 1 milliard d'euros avec la Banque des territoires. Ça va être piloté par la Banque des territoires, la Caisse des dépôts et la mission France 2030. On va viabiliser partout où il y a des friches qui existent, ces sites France 2030 qui vont nous permettre d'atteindre nos objectifs.

En parallèle de ça, et de cette accélération, on va aussi essayer de rendre l'Europe et la France un peu plus cohérentes, je terminerai là-dessus. Ça touche tout à fait vos secteurs. Cohérentes comment ? C'est simple, on va continuer de mettre de l'argent pour aider et développer la transition. On va plutôt la cibler sur ce qui est fait en Europe. Et donc c'est simple : aujourd'hui, on a tout le monde pour acheter des véhicules, mais on ne regarde pas tellement où les véhicules sont faits. On veut la conversion. A partir du projet de loi industrie verte et de ce qu'on fera d'ici à la fin de l'année, on va cibler nos aides pour ce qui est à faible émission carbone ; c'est-à-dire les productions européennes. Et on va aider les véhicules et les batteries qui sont faites en Europe, on va cibler cette aide. C'est très important parce qu'il faut donner un booster à notre production. On ne ferme pas la porte, on ne devient pas protectionniste, mais ni le contribuable américain, ni le contribuable chinois ne financent les batteries qui sont faites en Europe. Donc pourquoi on serait le seul espace au monde qui mette l'argent du contribuable pour donner une aide quand on achète non-européen ? On va arrêter de le faire. Et donc, nos aides et nos boosters, si je puis dire, nos crédits et nos bonus, on va les mettre sur des productions européennes et aider beaucoup d'entre vous qui sont ici.

On va démontrer qu'on sait faire de la réindustrialisation en faisant de l'écologie, de la préservation du climat et de la biodiversité en développant notre souveraineté. C'est aussi pour ça qu'on va demander les clauses miroirs quand on négocie des accords à l'étranger. Et c'est pour ça qu'hier, j'ai parlé d'une pause ; certains ont voulu faire des polémiques partout, faire dire n'importe quoi en disant qu'on voudrait revenir sur ce qu'on a fait. On a été les premiers à défendre le Green Deal, tout ce qui est bon pour l'écologie. Mais je dis maintenant : appliquons et allons au bout de notre programme législatif avec la Commission, mais n'en rajoutons pas plus. Stabilité mais réciprocité. Parce qu'on doit demander à tous ceux qui importent chez nous de faire la même chose. Et, moi je préfère des usines qui respectent nos normes européennes, qui sont les meilleures, plutôt que ceux qui veulent encore ajouter des normes et toujours plus, mais sans avoir plus d'usines. Ça ne me semble pas être une bonne option.

Et donc oui, ce que nous sommes en train de faire et ce que Dunkerque démontre, ce que vous démontrez

chaque jour, c'est qu'on peut réindustrialiser le pays, être plus souverain en construisant des solutions industrielles pour nous, chez nous, être plus respectueux du climat et construire, créer des bons emplois pour tout le monde. Parce que c'est ce que chacune et chacun veut. C'est créer des emplois qui sont qualifiants, pouvoir avoir une carrière qui monte, avoir des emplois de qualité qui vont éviter justement les troubles, l'usure professionnelle et qui permettront à nos enfants d'avoir de l'espoir.

Je suis fier ici de le dire, dans un bassin d'emploi qui avait vu pendant longtemps des usines fermer. On est en train collectivement, de démontrer qu'on en rouvre et qu'on en trouve pour faire de l'industrie, qu'on en rouvre pour bâtir des véhicules, des batteries, des solutions industrielles pour notre pays et qu'on va exporter ; et que les emplois industriels qu'on crée, ce seront des beaux et des bons emplois dont on a envie pour nos enfants. Tout cela, c'est une immense fierté, c'est celle que vous portez et c'est celle que je veux porter à vos côtés.

Vive la République et vive la France !